

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES**
MINISTRY OF ECONOMY AND
FINANCES

**DIRECTION DE LA STATISTIQUE
ET DE LA COMPTABILITE
NATIONALE**
DEPARTEMENT OF STATISTICS AND
NATIONAL ACCOUNTS

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL – PATRIE
REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND

**PROJET D'HARMONISATION DES INDICES DE PRIX
DANS LES PAYS MEMBRES DE LA CEMAC
COMPOSANTE ENQUETE**

**METHODOLOGIE GENERALE DE L'ENQUETE SUR LES DEPENSES
DES MENAGES A YAOUNDE ET DOUALA**

Yaoundé, mai 2000.

1- CONTEXTE DU PROJET PRIX CEMAC: Politique d'intégration régionale

Le traité instituant la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) stipule dans son article premier que : " la mission essentielle de la communauté est de promouvoir un développement harmonieux des Etats membres dans le cadre de l'institution de deux unions: une Union Monétaire et une Union Economique. Dans chacun de ces deux domaines, les Etats membres entendent passer d'une situation de coopération, qui existe déjà entre eux, à une situation d'union, susceptible de parachever le processus d'intégration économique et monétaire".

Le Projet Prix CEMAC qui doit aboutir à la mise en place de l'indice harmonisé des prix à la consommation au Cameroun s'inscrit de ce processus. Avec la perspective de l'arrimage du Franc CFA à l'Euro, l'amélioration et l'harmonisation des indices des prix à la consommation sont apparues comme une des actions prioritaires de la mise en œuvre de la CEMAC. La disponibilité d'une information fiable et à jour sur l'évolution des prix à la consommation est un facteur indispensable aux décisions de politique économique, en particulier dans ses objectifs de lutte contre l'inflation et de stabilité monétaire. Dans un contexte d'intégration économique et monétaire, la disponibilité de statistiques des prix harmonisées entre les différents pays est également un élément extrêmement utile d'information pour la coordination et la surveillance multilatérale des politiques économiques. Ce projet consiste à confectionner avec la même méthodologie un indice des prix à la consommation dans les États membres de la CEMAC. Il contribuera à l'amélioration de la qualité du dispositif statistique nécessaire à l'élaboration de la politique économique du Cameroun et à la surveillance multilatérale à l'intérieur de la sous région. Par ailleurs, en ce moment où le Gouvernement s'est engagé dans la lutte contre la pauvreté, cette opération fournira des données quantitatives pour l'élaboration et le pilotage des politiques d'éradication de la pauvreté en milieu urbain.

Deux phases ont été identifiées pour ce Projet. La phase 1 qui a démarré par un séminaire de lancement du Projet en février 1998 s'est poursuivie avec les missions d'évaluation et de préparation de la phase 2. Ces missions ont été réalisées par des experts d'AFRISTAT durant les mois de mars à juin 1998 dans tous les Instituts Nationaux de Statistique (INS). La phase 1 a pris fin avec l'organisation d'une réunion de synthèse à Libreville du 9 au 12 juin 1998, réunion au cours de laquelle la méthodologie d'élaboration de l'indice harmonisé des prix à la consommation de la CEMAC et les grandes lignes de la méthodologie des enquêtes sur les dépenses des ménages ont été arrêtées.

2- Champ géographique du projet

Compte tenu des contraintes d'ordre financières, logistique et de ressources humaines dans les Etats membres, le champ géographique se limitera pour le moment aux principales villes des pays.

Lorsque l'on examine les données des derniers Recensements et enquêtes dépenses, deux cas de figure se présentent :

1- La capitale représente l'essentiel de la consommation du milieu urbain, c'est le cas du Centrafrique, du Gabon et du Tchad.

2- Deux villes représentent l'essentiel de la consommation du milieu urbain, c'est le cas du Cameroun, du Congo et de la Guinée Equatoriale.

Il est donc proposé de se limiter à une ou deux villes, selon le pays, sachant que l'extension à d'autres villes représenterait un surcoût très important pour un gain d'information minime (l'indice du milieu urbain suivra fortement l'indice calculé sur la ou les deux villes retenus pour le projet). En outre, la plupart du temps, les pays ne disposent pas de structures décentralisées dans les autres villes, ce qui rend l'organisation des travaux encore plus difficile

Les villes retenues dans la sous région sont les suivantes :

CAMEROUN	Yaoundé, Douala
CENTRAFRIQUE	Bangui
CONGO	Brazzaville, Pointe-Noire
GABON	Libreville
GUINEE EQUATORIALE	Malabo, Bata
TCHAD	N'Djaména

La réalisation d'un projet similaire dans les Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) durant les années 1995 à 1997 a permis l'élaboration d'un certain nombre d'outils (méthodologie pour des enquêtes sur les dépenses de consommation, guide méthodologique de l'indice des prix à la consommation des ménages, logiciel de traitement des indices des prix) qui peuvent être utilisés sans difficulté majeure dans les pays de la CEMAC.

3- Objectifs et résultats attendus de l'enquête sur les dépenses des ménages

Le Projet comporte deux volets : un volet Prix et un volet Enquête. Le volet Prix a effectivement démarré en janvier 2000 dans tous les pays de la sous région avec la collecte des prix de l'année de base qui est l'année 2000 pour tous les Etats et se poursuit normalement. Ainsi, les six Etats membres de la CEMAC disposeront début 2001 d'une année de base 2000. Pour que le calcul de l'indice harmonisé soit effectif, il faut aussi disposer des pondérations actualisées et calculées selon la nomenclature de consommation adoptée pour l'indice. Ces pondérations ne peuvent être obtenues qu'à partir d'une enquête sur les dépenses des ménages dans les villes concernées par l'indice harmonisé.

L'objectif spécifique du volet enquête de ce projet est de produire au niveau le plus désagrégé possible (séries) les pondérations nécessaires à la mise en place d'un indice fiable et harmonisé sur l'évolution mensuelle des prix à la consommation dans les villes retenues. Toutefois et conformément aux conclusions de la dernière réunion de synthèse du mois de juin 1998 à Libreville, le volet emploi sera introduit pour fournir des données nécessaires à l'élaboration des indicateurs sur l'activité économique et la situation de l'emploi dans les deux villes.

Étant donné que les méthodologies des relevés des prix autant que celles de l'enquête sont harmonisées, ce projet fournit une base commune de comparaison de l'évolution des prix à la consommation et de celle du marché de l'emploi dans les grandes villes de la sous région.

- Les résultats attendus du volet enquête du projet pour le Cameroun sont donc :
- La réalisation dans les villes de Yaoundé et de Douala d'une enquête sur les dépenses de consommation des ménages à partir d'un échantillon limité et représentatif de la population ;
- L'estimation de la structure du panier de consommation des ménages et mise à jour des coefficients de pondération des indices des prix pour les deux villes.
- L'élaboration et l'analyse des indicateurs sur la consommation des ménages, l'activité économique et la situation de l'emploi dans les deux villes.

4- Méthodologie de l'enquête

4.1- Types de ménages, taille de l'échantillon, durée de l'enquête et stratification.

Les types de ménages

L'enquête se limitera aux ménages africains dans les deux villes retenues. Les ménages non-africains et les ménages dont un membre fait partie d'une organisation internationale seront exclus du fait de la spécificité de leur structure de consommation, et compte tenu des difficultés à enquêter ce type de ménage. En outre, ils risquent d'être sous-représentés dans l'échantillon.

La taille de l'échantillon et la durée de l'enquête

La contrainte financière nous conduit à réduire la taille de l'échantillon et la durée de l'enquête, tout en conservant un effectif suffisant pour mener à bien des analyses allant au –delà de l'objectif principal qui est l'obtention des pondérations pour l'indice harmonisé des prix à la consommation. Pour limiter les déplacements inter unités primaires (UP),

- i) le nombre d'UP par enquêteur doit être égal ou proportionnel au nombre de jours séparant 2 visites récapitulatives;
- ii) le nombre de ménages par UP doit être proportionnel au nombre de vagues.

L'expérience de l'UEMOA nous montre qu'avec un échantillon de 1000 ménages et une durée réduite à trois mois environ, on obtient des résultats satisfaisants, à condition d'utiliser une méthodologie adaptée. Pour l'UEMOA, on a retenu un échantillon de 1008 ménages, réparti en 4 "vagues" successives de 18 jours pour 6 visites récapitulatives séparées les unes des autres de 3 jours.

Un autre enseignement de l'enquête UEMOA est que la charge de travail de l'enquêteur doit être réduite à deux ménages par jour.

En conservant la même taille (1008 ménages) de l'échantillon, la même durée et le même nombre de vagues par ville et en réduisant la charge d'un agent enquêteur à 2 ménages par jours, sachant que chaque UP est représentée dans chacune des vagues nous obtenons:

Nombre d'UP par agents enquêteurs = 3

Nombre de ménages par UP: $2 \times 4 = 8$

Nombre total d'UP: $1008/8 = 126$

Nombre de ménages par agent enquêteur au cours d'une vague: $2 \times 3 = 6$

Nombre de ménages par agent enquêteur pour la durée de l'enquête: $6 \times 4 = 24$

Nombre d'agents enquêteurs: $126/3 = 1008/24 = 42$.

La stratification

Au premier degré nous constituons deux strates: les zones loties et les zones non loties. D'autres critères pourront être adoptés après le dénombrement.

4-2- Mise à jour de la Base de sondage et modalité de tirage de l'échantillon

Mise à jour de la Base de sondage

Le dernier recensement de la Population et de l'Habitat date de l'année 1987. La cartographique réalisée avait permis de découper l'ensemble du territoire nationale en aires géographiques appelées zones de dénombrement (ZD). Dans les milieux urbains, l'on avait veillé autant que possible à ce que les tailles de ces ZD en terme de population soient homogènes. Depuis cette date, aucune autre cartographie exhaustive des villes de Yaoundé et Douala n'a été entreprise. Cependant, la liste des ZD élaborée pendant cette opération a servi de base de sondage à la plupart des enquêtes statistiques par sondage réalisées dans les deux villes depuis 1987. Nous citerons notamment les Enquêtes Démographiques, de Santé (EDS) de 1991 et 1998. Le problème est la médiocrité de l'archivage et le caractère "muet" de la plupart des cartes' ce qui complique leur repérage sur le terrain. En dehors de la nouvelle organisation administrative qui fait passer le nombre d'arrondissements de quatre à six et les zones périphériques dont la population semble avoir beaucoup augmenté (création des camp sic et autres) par rapport à 1987, les villes de Yaoundé et Douala n'ont pas subi d'importantes transformations (déguerpissements, recasements, etc.). Malgré ces inconvénients et compte tenu des contraintes financières et de délai, nous optons pour une cartographie légère qui ne touchera pas toutes les ZD de 1987. Ainsi, la mise à jour de la base de sondage consistera essentiellement à l'intégration des quartiers périphériques dans la base de sondage.

Les étapes de cette mise à jour sont les suivantes:

- 1- Rassembler les fonds de carte des deux villes. Ce travail a été réalisé en 1999 et a permis de retrouver 100% des ZD de Yaoundé et 95% de celles de la ville de Douala.

- 2- Définir, avec l'aide de la communauté urbaine des limites de chaque ville et les matérialiser sur la carte.
- 3- Repérer des modifications éventuelles des zones de dénombrement telles qu'elles avaient été définies lors du recensement : zones qui ont vu un afflux de population depuis le dernier recensement, zones qui ont vu leur population diminuer sensiblement.
- 4- Identifier les ZD " trop grandes" ou "trop petites". Le rapport entre l'effectif des ménages de la plus petite ZD et la plus grosse doit être inférieur à 1/3. La première phase de cette identification se fera au bureau à partir des effectif de 1987. La fusion ou la division effectives d'une ZD ne sera effectivement réalisée sur le terrain que si elle est tirée et ceci après le dénombrement en ce qui concerne les divisions.
- 5- Réaliser la cartographie des zones périphériques en veillant à ce que ce principe soit respecté.

Modalité de tirage de l'échantillon

Une fois la base de sondage constituée, il sera procédé à une allocation proportionnelle (nombre de ZD) entre les strates et au tirage des unités primaires (UP) proportionnellement à leur taille. Ces UP feront l'objet d'un dénombrement exhaustif afin de pouvoir procéder au tirage des ménages de l'échantillon. A l'issue de ces opérations on devrait disposer d'une assez bonne estimation des taux de refus (un ménage qui accueille fraîchement un enquêteur pour une interview de 5 ' tout au plus à toutes les "chances" de ne pas accepter la totalité des entretiens lors de l'enquête principale). Quelques caractéristiques simples des ménages devront être relevées lors de ces dénombrements. Elles serviront de données de calage pour contrôler la structure de l'échantillon initial et redresser l'échantillon final des répondant.

Le nombre de ménages à tirer par UP est fixe et égal à 8. Les ménages sont tirés à probabilités égales dans chaque UP.

4-3- Le questionnaire

La méthodologie utilisée pour observer les dépenses est celle qui a été utilisée expérimentée avec succès dans les pays de l'UEMOA et qui a été aussi appliquée en partie à l'enquête ECAM 96:

Des questions participatifs, les carnets de comptes, qui permettent de noter au jour le jour toutes les dépenses effectuées par le ménage,

Des questionnaires rétrospectifs, permettant d'observer les dépenses non courantes du ménage.

D'autres questionnaires permettant d'avoir, pour un coût supplémentaire négligeable, des informations sur la composition du ménage, le niveau d'instruction, l'activité et le logement.

5- Saisie et traitement

Saisie

Pour les enquêtes UEMOA, un programme de saisie spécifique avait été élaboré. Cette opération était justifiée par la grande diversité des logiciels utilisés dans les pays, et par le fait que l'on disposait d'un questionnaire commun. En outre, l'expérience montrait que les logiciels classiques ne permettaient pas toujours d'effectuer la multiplicité de contrôles inhérents à ce type d'enquête.

Deux options sont proposées :

Conserver et adapter le programme utilisé pour les enquêtes UEMOA

Utiliser un nouveau produit

Le traitement

Pour les enquêtes UEMOA, le traitement a été effectué avec le logiciel ARIEL+PLUS, spécialement adapté au traitement des enquêtes complexes, dont font partie les enquêtes sur les dépenses des ménages.

Ce logiciel est aussi retenu pour le traitement de cette enquête, sachant qu'il existe une série de procédure de traitement élaborées pour les enquêtes UEMOA, qu'il conviendra seulement d'adapter.

6- Sensibilisation

Sur le plan administratif, des lettres du Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances seront envoyées aux Gouverneurs du Centre et du Littoral avec ampliations aux préfets du Littoral et du Nfoundi. Au niveau des deux villes, une lettre du Préfet sera envoyée aux sous préfets avec ampliations aux chefs des quartiers des zones échantillon.

Les agents enquêteurs seront porteurs d'une lettre du Directeur de la Statistique et de la Comptabilité nationale les informant de leur choix comme ménage devant être interviewé.

Au niveau des médias, les radios FM seront mises à contribution pour la sensibilisation de la population.

7- Organisation et personnel

Le responsable technique, assisté du superviseur de Yaoundé et de deux statisticiens d'enquête rédigent tous les documents techniques. Il produit le rapport final de l'enquête et supervise les travaux d'analyse.

Les superviseurs des villes sont responsables de toutes les opérations de terrain : formation des agents enquêteurs, cartographie, sensibilisation, dénombrement et collecte, ils sont tenus de produire un rapport après chaque étape. A Yaoundé il est assisté par les deux statisticiens d'enquête. Le superviseur de Douala est épaulé par le responsable technique au travers de missions de formation, de lancement et de supervision. Le personnel de terrain est composé de 22 contrôleurs et 84 agents enquêteurs et 3 cartographes.

Les superviseurs des villes et les statisticiens d'enquête participeront à l'analyse des données collectées. A cet égard, des thèmes d'analyse leur seront attribué par le responsable technique.

L'informaticien est responsable de toutes les opérations de la saisie au traitement et la sortie des principaux résultats attendus de l'enquête. Les agents de saisie sont au nombre de 12.

8- Calendrier

La durée des opérations relatives au volet enquête est de 21 mois.